

Objet : Avis sur le projet de schéma départemental d'accueil et d'habitat des gens du voyage révisé

L'an deux mille dix-neuf, le trente octobre, à vingt heures trente, les Délégués des communes adhérentes à la Communauté de Communes Commercy Void Vaucouleurs, convoqués le trois septembre 2019, selon les règles édictées par le Code Général des Collectivités Territoriales, se sont réunis à Commercy

Etaient présents :

Boncourt sur Meuse : MIDENET Éric ; **Boviolles** : LIGIER Jean-Pierre ; **Brixey-aux-Chanoines** : TRAMBLOY Jean Marie ; **Burey en Vaux** : CAUMIREY Dominique ; **Burey -La-Côte** : LANGARD Jean Michel ; **Chalaines** : SANCHEZ Christine *suppléante de HOCQUART Patrick* ; **Champougny** : VINCENT Éric ; **Chonville Malaumont** : LANTERNE Bruno ; **Commercy** : BARREY Patrick, LEFEVRE Jérôme, LE BONNIEC Alain, GUCKERT Olivier, LEMOINE Olivier, RICHARD Suzel, THIRIOT Elise ; **Cousances les Triconville** : BIZARD Michel ; **Dagonville** : WENTZ Dominique ; **Euville** : FERIOLI Alain, HIRSCH Philippe ; **HERY Joël**, SOLTANI Denis ; **Goussaincourt** : BISSINGER Michel ; **Laneuville-au-Rupt** : FURLAN Jacques ; **Lérouville** : BRUNO Patricia, PORTEU Brigitte, VIZOT Alain ; **Marson sur Barboure** : PETITJEAN Joël ; **Maxey-sur-Vaise** : DINTRICH Jean Luc ; **Mécrin** : MOUSTY Michel ; **Ménil-La-Horgne** : CONNESSON Jean Claude ; **Naives-En-Blois** : VAUTHIER Daniel ; **Neuville-les-Vaucouleurs** : TIRLICIEN Alain ; **Ourches sur Meuse** : GUILLAUME Jean Louis *suppléant de GUILLAUME François* ; **Pagny sur Meuse** : PAGLIARI Armand, MAGNETTE Jean-Marc ; **Reffroy** : LECLERC Francis ; **Rigny la Salle** : ASSADOURIAN Marc ; **Rigny Saint Martin** : POIRSON Éliane ; **Saint Aubin sur Aire** : FALLON Jean Luc ; **Saint Germain sur Meuse** : ANDRE Patrick ; **Sauvigny** : BESSEAU Frédéric ; **Sepvigny** : LIEGAUT René ; **Sorcy Saint Martin** : DELOGE Robert ; **Taillancourt** : MAZELIN François ; **Troussey** : GUILLAUME Alain ; **Ugny sur Meuse** : FIGEL Régis ; **Vaucouleurs** : GIANNINI Cédric ; **Void-Vacon** : ROCHON Sylvie, GAUCHER Alain, LHERITIER Jean Paul

Suppléant présent sans pouvoir de vote

Chonville Malaumont : BENICHOUX Roselyne ; **Laneuville-au-Rupt** : LUX Michel ; **Neuville-les-Vaucouleurs** : JACOB Bernard

Absents

Bovée-sur-Barboure : LEROUX Dominique ; **Broussey en Blois** : BELMONT Stéphanie ; **Chalaines** : HOCQUART Patrick ; **Chonville Malaumont** : LANTERNE Bruno ; **Commercy** : CAHU Gérald, BOUROTTE Liliane, BRETON Natacha, CARE Florent, DABIT Annette, MAROTEL Jacques, PAILLARDIN Delphine, VAUTRIN Jean-Philippe ; **Epiez sur Meuse** : HENRION Mauricette ; **Erneville-Aux-Bois** : DRUPT Hubert ; **Grimaucourt-Près-Sampigny** : FILLION Jean Charles ; **Mélny-le-Grand** : WAGNER Dominique ; **Mélny le Petit** : BOUCHOT Christian ; **Montbras** : THOMAS Claude ; **Montigny les Vaucouleurs** : NAJOTTE Sylvie ; **Nançois-Le-Grand** : ORBION Claude ; **Ourches sur Meuse** : GUILLAUME François ; **Pagny la Blanche Côte** : ROUVENACH Daniel ; **Pont sur Meuse** : GRUYER Reynald ; **Saulvaux** : LEROUX Patrice ; **Sauvoy** : THIRIET Philippe ; **Sorcy Saint Martin** : MARTIN Franck ; **Vadonville** : BON Bénédicte ; **Vaucouleurs** : DINE Régis, FAVE Francis, GEOFFROY Alain ; **Vignot** : BUCQUOY Régine, THOMAS Guylaine, CHAFF Daniel ; **Villeroy-sur-Méholle** : LAURENT Eddy ; **Void-Vacon** : BOKSEBELD Virginie ; **Willeroncourt** : LAFROGNE Nicolas

Pouvoirs ont été donnés à :

LECLERC Francis de ORBION Claude, PETITJEAN Joël de BOUCHOT Christian ; BARREY Patrick de CARE Florent, LEMOINE Olivier de BOUROTTE Liliane, RICHARD Suzel de DABIT Annette, THIRIOT Elise de CAHU Gérald

Secrétaire de séance : BESSEAU Frédéric

Nombre de membres en exercice : 83

Nombre de membres présents : 50

Nombre de pouvoirs : 6

Nombre de suffrages exprimés : 56

VOTES : Pour : 56 - Contre : 0 - Abstention : 0

30/10/2019 Délibération n°182-2019

Le schéma départemental d'accueil et d'habitat des gens du voyage est un outil de planification, de programmation et de mise en oeuvre de l'accueil et de l'habitat des gens du voyage. L'élaboration et l'approbation du schéma se font conjointement par le président du Département et par le représentant de l'État dans le département, après avis formel de la commission départementale consultative des gens du voyage ainsi que des établissements publics de coopération intercommunale et communes concernés.

La dernière phase de la procédure de révision du Schéma départemental d'accueil et d'habitat des gens du voyage s'ouvre sur une période de consultation.

Selon les dispositions de l'article 1 de la loi n°2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage, le schéma départemental est approuvé "*après avis de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale concernés*".

Il est demandé au Conseil communautaire d'émettre un avis sur le projet de schéma départemental d'accueil et d'habitat des gens du voyage révisé.

Après exposé du Vice-Président et après avoir délibéré,

Vu le projet de schéma départemental d'accueil et d'habitat des gens du voyage révisé ;

Vu le projet de schéma départemental d'accueil et d'habitat des gens du voyage révisé ;

Le Conseil Communautaire, à l'unanimité, EMET un avis favorable d'ensemble sauf pour les prescriptions et orientations suivantes :

- « *L'harmonisation départementale des règlements intérieurs des aires d'accueil : définir des durées de séjour ; élaborer un livret de procédure : établir la liste des documents légalement exigibles à présenter à l'entrée des aires d'accueil, les modalités de gestion des impayés... et le faire appliquer par l'ensemble des gestionnaires des aires ;* »

La CC CVV exerce la compétence « aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage ». Ainsi, en tant que collectivité territoriale ayant la libre administration, la CC CVV souhaite garder son autonomie complète dans la gestion de son aire d'accueil via une organisation qui fonctionne déjà parfaitement.

- Pilotage et Animation du Schéma « *La commission départementale consultative. Elle assure le suivi de la mise en oeuvre du schéma. Elle initie et valide les dispositions d'harmonisation départementale.* »

La CC CVV exerce la compétence « aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage » en tant que collectivité territoriale ayant la libre administration.

De plus, l'harmonisation ne paraît pas pertinente uniquement à l'échelon départemental.

- La PRESCRIPTION 5 indique « *qu'Afin de garantir la cohérence départementale et l'équité de prise en charge des résidents des aires, il est indispensable de mettre en place l'harmonisation départementale des règlements intérieurs et des tarifications avec une diminution des tarifs de toutes les aires d'accueil du département aux moyennes nationales.* »

Compte tenu des prestations offertes par la CC CVV (aire récente, douche privative) et de la libre administration territoriale, cette dernière estime que le prix à 5€/ jour/ emplacement est justifié.

- « *Mise en place du groupe de travail 1 « Gestion, fonctionnement et suivi des aires d'accueil et grand passage » réunissant les élus et techniciens des collectivités, les gestionnaires, et leurs partenaires institutionnels, sociaux et associatifs. Élaboration d'un référentiel de l'action des gestionnaires sur les aires d'accueil* »

La CC CVV exerce la compétence « aménagement, entretien et gestion voyage ». Ainsi, en tant que collectivité territoriale ayant la libre administration, la CC CVV souhaite garder son autonomie complète dans la gestion de son aire d'accueil via une organisation qui fonctionne déjà parfaitement.

- *Objectifs opérationnels B- COORDINATION, GESTION ET HARMONISATION DES AIRES FICHE 2-1 : HARMONISER ET CONSOLIDER LA GESTION DES AIRES D'ACCUEIL ET GRAND PASSAGE* Encadrer le rôle des gestionnaires d'accueil dans leur fonction de relais entre les ménages et les services

Le gestionnaire accompagne déjà les ménages sur les compétences relevant de la CC CVV (scolarité, déchets ménagers etc). Une association pour l'accompagnement sociale a déjà été clairement identifiée. Il n'apparaît pas pertinent de rajouter un interlocuteur dans ce domaine.

- Annexe - B. Gestion des Aires d'accueil « *Dans le respect des préconisations, une aire d'accueil de 30 places correctement suivie nécessite 1,2 poste ETP (remplacement 1 ou 2 jours par semaine pour assurer une présence de 6 jours et périodes de congés ou astreintes).* »

La CC CVV exerce la compétence « aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage ». Ainsi, en tant que collectivité territoriale ayant la libre administration, la CC CVV souhaite garder son autonomie complète dans la gestion de son aire d'accueil via une organisation qui fonctionne déjà parfaitement. La personne qui est en charge du suivi de l'aire d'accueil est clairement identifiée par les usagers. L'agent est disponible à la demande et des astreintes ont été mises en place pour assurer une présence quotidienne 7 jours/7 si besoin.

- Annexe • *Être prêt à se former à minima sur les questions pratiques et la connaissance générale pour éviter d'être piégé par des gens dont la culture des stratégies de l'oral sera supérieure à la sienne même s'ils parlent moins bien le français que lui.*

La CC CVV exerce la compétence « aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage ». Ainsi, en tant que collectivité territoriale ayant la libre administration, la CC CVV souhaite garder son autonomie complète dans la gestion de son aire d'accueil via une organisation qui fonctionne déjà parfaitement. Les agents disposent d'un très bon relationnel avec les usagers. La formation ne doit pas être obligatoire si la collectivité estime qu'elle n'est pas nécessaire.

*Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an susdit.
Pour extrait conforme et attestation du caractère exécutoire.*

Le Président

Francis LECLERC



Date de convocation : 24/10/2019

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.